

Aubervilliers

un point de vue syndical

Février 2026

Alors que la campagne électorale commence, l'Union locale SUD-Solidaires Aubervilliers a travaillé, d'un point de vue syndical, sur la ville et met en avant des propositions.

De par son histoire ouvrière, ses syndicaux, son tissu associatif, Aubervilliers reste une ville dynamique politiquement et syndicalement où vivent de nombreuses propositions pour changer la société. Les politiques étatiques et la dernière municipalité très à droite participent de la destruction des réseaux historiques qui se sont tissés. Ces réseaux et des nouveaux qui naissent sont pour nous des éléments cruciaux de solidarité sur la ville. Nous pensons qu'une municipalité émancipatrice vise l'accompagnement de ces espaces. Elle ne doit pas chercher à la contrôler et encore moins à les étouffer.

Pour nous, la municipalité doit être aux côtés des habitant·es en finançant ce qu'elle peut financer et en allant chercher les financements du côté du département, de la région et de l'État.

Ces dernières années ont été marquées par plusieurs luttes d'ampleurs sur la ville concernant l'éducation, l'écologie, le logement ou encore la démocratie sociale.

Cette note propose un tour d'horizon des possibles pour une ville d'Aubervilliers faites de solidarité et d'horizon émancipateur.

Éducation

Le service public d'éducation, dans notre ville et dans département, est aujourd'hui à bout de souffle. Les départs vers l'enseignement privé en sont le symptôme, mais le malaise est visible pour tous les usager·es de l'école : les élèves, les familles et les personnels.

La cause est simple : des économies absurdes qui sabotent le système éducatif. Les classes françaises sont les plus chargées d'Europe en moyenne et l'éducation dite prioritaire, majoritaire à Aubervilliers, cache mal son sous-financement. Une mission parlementaire avait calculé que l'établissement scolaire le mieux doté du 93 était moins financé que celui le moins doté de Paris : les inégalités sont flagrantes, en violation des règles étatiques.

L'école manque de tout, et ses tutelles multiples rechignent ou ne parviennent pas à la soutenir suffisamment :

- Les locaux, administrés par les services municipaux, département, régionaux sont souvent dans un état de délabrement avancé, dangereux et occasionnent régulièrement des blessures et maladies chroniques ;
- Les recrutements étatiques de professeur·es sont insuffisants ;
- Les recrutements municipaux, département, régionaux aux d'agent·es, d'infirmièr·es, de psychologues scolaires ne couvrent souvent pas la moitié des besoins ;
- Les recrutements académiques d'AESH ne couvrent pas les notifications d'élèves qui souffrent d'être inclu·es sans adaptation
- La médecine du travail est quasi inexistante et aucune prévention n'est organisé.
- L'EVARS est peu mise en place sur horaire spécifique
- Les changements de politiques sans évaluation et sans consulter les personnels, comme l'imposition des groupes de besoin/niveau, et les évaluations nationales, le SNU, etc. épuisent les personnels et les élèves.

Face à cette situation, les syndicats en intersyndicale et en particulier SUD éducation 93 organisent des luttes rassembleuses et revendicatives. Nous avons obtenu avec les AESH une victoire juridique et administrative en récupérant les indemnités REP et REP+ que l'État avait refusé arbitrairement aux AESH. Le mouvement "*Plan d'urgence pour le 93*", lancé au printemps 2024 a montré les capacités d'organisation, et de mobilisation des personnels et des familles dans la plupart des villes du 93. Même si la dissolution par Macron de juin 2024 a empêché la négociation commencée avec le ministère démissionné, la rentrée 2024 a montré que le rapport de force du 93 a permis de peser, car des moyens supplémentaires ont temporairement été attribués.

Le syndicat SUD éducation 93 s'est également investi dans la lutte antifasciste avec VISA 93, ainsi que dans la défense des bourses du travail menacées, dans les luttes écologistes et féministes locales, en soutien aux collectifs Sans-papiers et mal-logés. Certaines de ces luttes locales ont été victorieuses, permettant parfois d'obtenir des infirmières quand elles manquaient, ou changeant les règles de recrutement pour faciliter les remplacements.

Des camarades ont également obtenu la scolarisation de mineur·es isolé·es, malgré les réticences de l'administration.

Le périscolaire

L'année 2023-2024 a été émaillée d'une lutte d'ampleur contre les changements de gestion des temps périscolaires. La municipalité souhaitait mettre en place une réservation des temps périscolaires assorties d'une logique de pénalité. Elle avançait des besoins d'organisation. Nous nous sommes fermement opposés à ce règlement. Nous maintenant que le périscolaire doit être un lieu accessible et ouvert à tous les parents.

Nous refusons tout système de réservation.

Par contre, force est de constater que la municipalité n'a rien fait pour développer un vrai projet sur le périscolaire. Les centres sont vieux, trop petits, les activités pas assez financées. Il y a un déficit de formation des animateurs et animatrices sur le travail en lui-même, mais cela touche aussi la question des relations de genre, de race et de classe sans compter les problèmes de gestion des enfants (punitions stupides, collectives, etc.) La responsabilité en incombe à la municipalité, c'est elle de faire de former le personnel sur des pratiques émancipatrices.

Services publics

Aubervilliers doit se constituer comme ville d'accueil en permettant aux plus fragiles socialement de trouver des espaces ressources.

Respecter le droit du travail à la mairie

Nous défendons par ailleurs le désarmement de la police municipale. Et plus largement un encadrement drastique du recours aux armes par les forces de l'ordre. Il n'est pas normal que les habitant·es, en particulier les jeunes et les racisés, aient peur de la police.

Par ailleurs, nous revendiquons la titularisation des contractuel·les en CDI mais aussi d'une partie des CDDs et vacataires. Ces types de contrat sont d'usage des contrats temporaires, ils deviennent aujourd'hui la norme. Nous refusons que les travailleur·ses soient des variables d'ajustement, et qu'ils soient maintenus par cette institution publique dans la précarité.

Contre les violences sexistes et sexuelles.

Contre les violences sexistes et sexuelles, nous voulons des espaces renforcés en complément des moyens mis au sein du CMS. Ce ne sont pas des panneaux sur la mairie et des passages piétons multicolores dont nous avons besoin.

Malgré l'apparition d'un pôle santé sexuel, le nombre de gynécologue a baissé au sein du Centre municipal de Santé. Ce sont désormais des médecins généralistes qui effectuent la majorité des consultations, par ailleurs, pas assez nombreuses. Ce pôle doit s'accompagner d'une politique de lutte contre les discriminations à tous les niveaux : plan de formation et préventions dans les crèches, les PMI et les établissements scolaires, mais aussi auprès de la police nationale (et municipale).

La municipalité doit aussi axer la lutte sur les enjeux des droits des personnes LGBTQI et intégrer une dimension intersectionnelle à sa lecture des violences.

Culture

Meilleure mise en avant des espaces culturels existants, et leur refinancement.

Après des années de conflit, le théâtre de la commune semble se pérenniser de nouveau. Cela suffira-t-il à en refaire un vrai lieu pour les albertivillarien·nes ?

Écologie et urbanisme : repenser la ville

La ville doit être pensée pour et avec les habitant·es, en particulier les enfants. Aubervilliers demeure aujourd'hui le règne de la voiture. La ville ne doit pas être organisée que selon une logique de flux. Les pistes cyclables ne règlent pas les problèmes que nous avons.

Manque d'espaces verts criants – il est nécessaire de sanctuariser ces espaces. Plusieurs luttes ont eu lieu ces dernières années.

- Sauvegarde des jardins ouvriers
- Sauvegarde du parc du Campus Condorcet

Préservation de l'existant : lieu de Sauge, parc du campus Condorcet.

Vie syndicale, associative et politique

Refinancement d'une bourse du travail

Le droit du travail et la reconnaissance des travailleur·ses doit être une priorité dans n'importe quelle ville.

Accès aux salles

La vie démocratique ne peut exister que par un accès aux salles faciles et régulières. Étonnamment la campagne électorale se déroule dans les écoles, pratique ancienne assez logique. Les écoles, lieux municipaux, servent ainsi en dehors des temps scolaires pour faire valoir une vie démocratique. Or depuis plusieurs années, l'accès aux écoles est devenu quasiment impossible pour les associations ou les syndicats. Où la vie démocratique est-elle dès lors supposée avoir lieu ?

Nous revendiquons une refonte totale de l'accès aux salles que ce soient les écoles, les boutiques de quartier ou les lieux culturels.

Transport

Privatisation de la RATP va impacter les lignes. Nous voulons une municipalité qui défend les transports publics. Meilleures informations sur les arrêts de bus. La municipalité doit intervenir pour que les affichages soient à jour, et penser à les traduire en plusieurs langues.

Logement

Notre union locale s'est engagée sur plusieurs luttes concernant le logement. Nous soutenons les luttes des squats et des mal-logé·es. Alors qu'aujourd'hui plus de 3 millions de logements sont va

cants dans l'hexagone, des gens sont expulsés ou vivent à la rue. En Seine Saint-Denis, sept expulsions de squat ont eu lieu ces deux dernières dans solution de relogement, et bien plus encore.

Nous luttons contre les processus dits de gentrification. Les prix du logement augmentent (à la location comme à l'achat) dans des proportions exponentielles inacceptables. Des centre-ville se transforment pour attirer une nouvelle population plus aisée.

Nous soutenons les luttes de locataires de HLM contre l'augmentation des charges, l'abandon des bailleurs ou encore la privatisation des espaces communs.

Nous organisons les travailleur·ses des offices HLM, en particulier les gardien·nes qui sont en première ligne pour recueillir la détresse des locataires, et les travailleur·ses sociaux qui font face au mal logement et ne peuvent plus agir.

Sud-Solidaires, en tant que syndicat, agit car les questions du travail et du logement sont intimement liées. Il faut tout d'abord constater que travailler et avoir un salaire n'est pas un gage d'avoir un logement, et encore moins un logement digne. Trop de travailleur·ses vivent dans de mauvaises conditions et souvent loin de leur emploi. Or, le travail est pour beaucoup un motif de déplacement d'une région à une autre. On vient en région parisienne pour travailler.

Les pouvoirs publics doivent répondre à cela en proposant des logements répondant aux besoins et les employeurs doivent contribuer ; augmenter les logements sociaux tout en facilitant l'accès à ces logements en simplifiant les critères.

Propreté

La compétence de nettoyage revient à Plaine Commune. Force est de constater un manque de personnel criant. Les rues, notamment les principales artères devraient être nettoyées tous les jours. Il en va de même pour les espaces verts.